

Chronique fédérale

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **31 (1985)**

Heft 9

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Chronique fédérale

par Martine Lamunière



La crise, connais pas ! Et moins que jamais, semble-t-il... La Suisse continue d'être un îlot de prospérité au cœur d'une Europe qui n'arrive que trop lentement à sortir du marasme économique. Et les chiffres sont presque insolents. Une preuve : deux informations publiées le même jour d'août dans la plupart des quotidiens suisses. La première, qui annonçait que les experts de l'OCDE estimaient que le chômage toucherait plus de 2,5 millions de Français l'an prochain. La seconde, confirmant que le taux de chômage avait continué de baisser en Suisse au mois de juillet et qu'il était en-dessous maintenant de la barre du un pourcent.

On ne comptait, en effet, plus que 26.782 sans travail en Suisse au mois de juillet. Soit 652 chômeurs de moins qu'à fin juin et 6.672 de moins qu'en été 84. Un très bon score, donc, pour l'économie suisse même si certaines régions continuent d'être plus touchées que d'autres - l'arc jurassien avec les cantons de Neuchâtel, Jura et les deux Bâle d'une part, le Tessin d'autre part - même si la reprise est une fois encore nettement plus marquée dans le « triangle d'or » du Nord-Est et dans la région genevoise.

Le chômeur suisse, puisqu'il existe quand même, n'est pas toujours de formation ouvrière. Les statistiques publiées régulièrement par l'administration fédérale montrent au contraire qu'on y trouve une proportion relativement élevée d'employés ayant une formation administrative ou commerciale, ainsi qu'un nombre non négligeable de personnes ayant une formation hôtelière ou de restauration. (Près de 3.000 chômeurs en juillet). Les hommes à la recherche d'un emploi sont à peine plus nombreux que les femmes. Et on compte, parmi les chômeurs, un tiers d'étranger.

16 minutes pour 10 œufs

La prospérité a son prix et la vie est, en Suisse, plus chère qu'ailleurs ? Comparons ce qui est comparable, rétorquent les paysans helvétiques, accusés ces derniers mois dans de larges milieux de vivre trop bien d'un secteur agricole hyper-protégé de la concurrence étrangère. Et pour démontrer quel était le « vrai » niveau de vie, ils ont fait publier récemment par leur service de presse une statistique qui en vaut bien d'autres. Le Suisse, y lit-on, doit travailler 5 minutes pour gagner de quoi s'acheter un litre de lait. Le Français ou l'Autrichien, 7 minutes. Un kilo de fromage « coûte » au Suisse 57 minutes d'effort alors que le Français devra y consacrer le fruit de 86 minutes de son travail, l'Autrichien 67 et le Suédois 51. Suisses et Français sont à égalité dans un domaine au moins : 10 œufs, c'est 16 minutes de travail !

Un délai de trente ans

Sans problèmes de survie immédiate, les Suisses qui ont besoin de « se faire du souci » s'inquiètent pour leur avenir, pour celui de l'AVS plus précisément, la sacro-sainte Assurance Vieillesse et Survivants. Celle-ci, entend-on dire depuis des années, est menacée puisque nos enfants, de moins en moins nombreux, n'arriveront pas à financer un système qui devra entretenir une population de plus en plus âgée. Or, là encore, les chiffres sont plutôt rassurants. La crise aura lieu, certes, a confirmé cet été un groupe d'experts mandaté par le Conseil fédéral, mais si tout va bien elle ne se produira pas avant 2015. Quel autre pays peut-il s'offrir le luxe de s'inquiéter d'un problème qui ne se posera peut-être que dans 30 ans ?

(Et pourtant il y a des pauvres en Suisse. Réd.)